DARNTON Robert. *Apologie du livre. Demain, aujourd'hui, hier*

Paris : Gallimard, 2010, 212 p.

Anne-Marie Chartier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3252>

DOI : 10.4000/rfp.3252

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2011

Pagination : 130-132

ISBN : 978-2-84788-329-9

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Anne-Marie Chartier, « DARNTON Robert. *Apologie du livre. Demain, aujourd'hui, hier* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 176 | juillet-septembre 2011, mis en ligne le 15 septembre 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3252> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.3252>

DARNTON Robert. *Apologie du livre. Demain, aujourd'hui, hier*. Paris : Gallimard, 2010, 212 p.

On se doute que les archives des banques suisses renferment des dossiers brûlants, mais qui aurait pu croire que le fonds ancien de la société typographique de Neuchâtel offrait aussi matière à une enquête historico-policière ? C'est pourtant là que Robert Darnton, qui avait quitté le journalisme d'investigation pour l'histoire, avait fait naître *L'aventure de L'Encyclopédie, 1775-1800* (1982). Au lieu de traiter du contenu, il racontait la fabrication des livres, leur poids, leur encre, leur coût, leur transport, en ces temps de censure, de contrefaçons et de libraires contrebandiers. En continuant de « fouiller l'envers du décor » de la vie littéraire, il a ainsi fait surgir le monde des gens du livre décrits par les rapports de police, les correspondances marchandes, les rumeurs des gazettes. En témoignent les titres d'ouvrages devenus des références, comme *Bohème littéraire et Révolution. Le monde des livres au XVIII^e* (1983), *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e* (1991), *Gens de lettres, gens du livre* (1992), *Le Diable dans un bénitier. L'art de la calomnie en France, 1650-1800* (2010).

Qu'en est-il de son dernier livre ? La première phrase annonce un propos plus militant : « Cet ouvrage, apologie sans retenue du texte imprimé passé, présent et à venir, traite du livre ». Reprenant des articles plus ou moins récents, il nous invite à réfléchir aux avatars du livre sur écran, à la lumière des aventures du livre imprimé. Le ton militant tient au combat mené contre Google. Il raconte comment, en juillet 2007, en arrivant à la direction de la bibliothèque de Harvard, il a découvert les négociations secrètes en cours. Après examen des clauses avec une armée d'avocats, il est devenu l'adversaire résolu du projet *Google Book Search*, qui semble pourtant une merveilleuse aubaine. Tous ceux qui ont déjà téléchargé, en quelques secondes et gratuitement, un livre numérisé issu des fonds des grandes bibliothèques américaines ne peuvent être que « pour » le développement de telles ressources... Pourquoi cette condamnation sans appel ? Ce principe de libre consultation ne fait-il pas partie de l'idéal proclamé par la république des lettres au temps des Lumières ? N'est-il pas celui qui doit continuer de guider tout citoyen de l'ère numérique, s'il est soucieux de démocratiser l'accès aux imprimés ? Est-ce que le livre numérique, en concurrençant le livre imprimé, met celui-ci en péril ? À travers les différents chapitres, ce sont tous les arguments généralement évoqués pour opposer livre d'hier et d'aujourd'hui et pour éclairer les conséquences politiques de ces mutations que Darnton passe au filtre de son expérience historienne. Évoquons-en quelques-uns.

Les manières de lire : le texte sur écran mettrait la lecture en miettes, alors que le livre serait du côté de la vraie lecture, celle de l'œuvre complète, traitée comme un tout. Robert

Darnton n'a pas de mal à montrer que lecture séquentielle au long cours et lecture segmentée ont toujours coexisté. Il cite des études consacrées à Thomas Jefferson, père de la jeune République américaine, à William Drake au temps de la guerre civile anglaise. Elles montrent comment les collages de citations révèlent des fragments d'expérience, que ces lecteurs copieurs inséraient dans leurs schémas d'interprétation (misogynie cachée de Jefferson, cynisme désenchanté de Drake à l'égard de la politique). Cette lecture de « butinage » (comme aurait dit Montaigne) est un mode de lecture très ancien, acquis au collège, maintenu au-delà et parfaitement légitime pour citer les grands auteurs latins ou classiques. Elle n'est en rien la conséquence du clic qui permet de sauter d'un fichier à l'autre ou du couper-coller informatique, même si l'ordinateur l'a mis sous les feux des projecteurs. Même si rien n'indique que la lecture séquentielle (celle des romans) soit en voie de disparition, l'école devrait, comme jadis, se soucier de cette lecture braconnante, au lieu de la discréditer.

L'économie du livre : la « marchandisation » ne commence pas avec les combats financiers entre grands groupes. Tant que le prix du papier détermine le coût d'un livre (50 % au XVIII^e siècle, 75 % pour *L'Encyclopédie*), les concurrences sont impitoyables, avec ce que cela entraîne de contrebande, contrefaçons, piratage, plagiat, reprises, emprunts cherchant à duper le libraire ou à contourner les interdits. Les conditions économiques, hier comme aujourd'hui, semblent plus importantes que les règles formelles imposées par les autorités politiques. Le rôle joué par les commis voyageurs, pour la distribution, ou par les agents littéraires, pour l'édition, est aussi vital que le génie des auteurs. L'invention de nouvelles juridictions (propriété littéraire, copyright, droit d'auteur, fixation des prix), leur mise en application, la sanction des contrevenants sont des combats de longue haleine et leurs enjeux (protectionnisme *versus* libre circulation) sont d'emblée internationaux. C'est bien ce que révèle brutalement la prise de pouvoir de Google dans l'accès aux autoroutes de l'information et aux livres numérisés.

La technologie de l'écrit : l'imprimé assurait une stabilité des textes que le numérique serait en train de défaire. Contre ce lieu commun, « les écrits restent », Darnton rappelle que les textes, même imprimés, n'ont jamais été stables. Les copies corrompues par des plumes inexpertes au temps du manuscrit n'ont pas disparu avec Gutenberg et les bibliographes ont longtemps cherché à retrouver le texte authentique du véritable auteur, en amont de toutes les versions fautives des typographes, comme les débats sur les pièces de Shakespeare en témoignent. Mais ce rêve de lettrés projette sur le passé un imaginaire romantique : à l'époque moderne, un livre a rarement un unique auteur et jamais un unique compositeur à l'atelier, comme l'a montré

McKenzie, le grand spécialiste de la bibliographie matérielle. De là découlent tous ces phénomènes qui défont la vision scolaire d'un canon littéraire intangible. C'est Voltaire, introduisant tant de changements et d'ajouts que les libraires se plaignent, les écarts entre les multiples éditions de ses « œuvres » décourageant les achats. C'est Congreve qui réussit à faire entrer ses pièces dans la bibliothèque classique grâce à un toilettage de surface et à une très élégante mise en page, les transformant en « théâtre à lire » pour bonne société. Impossible, donc, de confiner l'œuvre au laboratoire intime de la création singulière, en ignorant les contraintes de l'édition et ses effets en retour sur la conception de tout nouvel ouvrage. L'intertexte (un nouvel écrit répond toujours à d'autres), le paratexte (avec les romans à clés, dont Darnton se délecte) ne sont pas des catégories d'analyse relevant d'une sémiologie d'avant-garde, mais les « données immédiates de l'expérience » pour tous ceux qui publient au temps des Lumières.

Le changement des supports : le numérique va-t-il tuer le papier ? Darnton n'en croit rien. Dans un chapitre étonnant, il nous raconte les illusions perdues et les désastres du microfilm. Dans les années quatre-vingt, persuadés par des experts que le papier de cellulose était voué à une désintégration prochaine, des conservateurs américains ont fait microfilmer les journaux du XIX^e siècle, avant de les expédier au pilon pour libérer les rayonnages. Comme l'écrit Baker, virulent dénonciateur de cette politique de gribouille : « Naguère, un million de gens lisaient chaque jour le *World of Pulitzer* ; aujourd'hui, une collection entière est bien plus rare qu'un folio de Shakespeare ou que la bible de Gutenberg ». Et les microfilms vieillissent bien mal et bien plus vite que le papier... Qu'en sera-t-il demain des supports numériques et des appareils pour les lire, tous voués à une obsolescence rapide ? Subiront-ils le sort des cédéroms ou des disquettes d'il y a vingt ans, dont les contenus sont devenus inaccessibles ?

Ces allers et retours entre passé et présent permettent de mieux cerner ce qu'apporte *Google Book Search*. Si les bibliothèques universitaires, autrefois trop petites, sont aujourd'hui presque vides, c'est que les étudiants ont davantage à lire dans leur chambre, devant leur écran. Darnton commence par tresser des couronnes à l'outil qui a numérisé les correspondances de Voltaire, Rousseau, Franklin et mis à disposition de tout internaute des textes réservés jadis au petit nombre. Partisan actif du « libre accès » démocratique, il a œuvré pour que les professeurs des facultés des arts et des sciences de Harvard (en février 2008), suivis par ceux de droit, de sciences politiques, des sciences de l'éducation, « s'engagent en principe à communiquer librement les résultats de leurs recherches à toute personne ayant accès à Internet ». Son rejet n'est donc pas le refus passéiste d'une technologie de pointe, au contraire. Il

s'efforce de faire publier en ligne les thèses des jeunes doctorants, que le « *publish or perish* » international met dans une situation de fragilité inédite, face aux exigences accrues des éditeurs. Il rêve d'écrire un livre électronique « en forme de pyramide » aux strates hiérarchisées : la pointe visible serait le récit, mais des liens hypertextuels iraient vers des notes substantielles, puis vers des sources documentaires, manuscrites, imprimées, mais aussi visuelles et sonores, ou vers d'autres écrits déjà publiés, ce qui permettrait à des publics différents de lecteurs de trouver leur provende.

Les arguments à charge sont politiques et juridiques, opposant intérêts commerciaux et bien commun, monopole privatisé et patrimoine public (et non pas national : Harvard est une université privée, mais la république des Lettres est sans frontière). Il est en effet impossible de numériser tous les savoirs du monde et même tous les livres des États-Unis (sur 543 millions, Google projette d'en numériser 15 millions). Quels seront les critères de choix ? Les informaticiens n'ont cure des bibliothécaires et « les critères d'importance varient d'une génération à l'autre ». Qu'est-ce qui sera écarté ? On voit bien les risques d'une suprématie de la langue anglaise, et la partialité culturelle d'une bibliothèque mondiale *made in USA*. Le projet de Google était de numériser 7 millions de titres, en novembre 2008, dont un million dans le domaine public, un million sous copyright toujours vendus en librairie et 5 millions protégés par le copyright (qui court 70 ans après la mort de l'auteur) mais épuisés, accessibles par voie de licence. On comprend pourquoi ont prêté une oreille attentive les grandes bibliothèques dont les budgets sont grevés par le prix prohibitif des abonnements aux revues scientifiques (25 910 \$ par an pour *Journal of Comparative Neurology*, 21 000 \$ pour *Nuclear Physics A* et *Nuclear Physics B*). Mais les clauses du libre accès prévu pour les bibliothèques sont bardées de restrictions (par exemple, l'existence d'une souscription institutionnelle). Peuvent-elles accepter de racheter à Google les textes qu'elles lui ont fournis gratuitement ?

La question centrale est donc celle du monopole. Google ne s'engage pas à conserver les textes indéfiniment et la gratuité actuelle n'est peut-être que provisoire. Que se passera-t-il si Google fait faillite ? Si les dirigeants vendent leurs parts à de nouveaux actionnaires qui décident de mieux rentabiliser leur capital numérique ? Ou si un nouveau procédé technologique rend sa base obsolète et inaccessible ? Pour Google, les bibliothèques sont seulement des gisements d'informations « vendables ». Or celui « qui contrôle les entrées aux données numériques peut se comporter en collecteur de droits de péage quand vous voudrez vous engager sur l'autoroute de l'information. Les copies numériques des livres dans la base de données appartenant à Google, celui-ci pourra fixer n'importe quel prix à leur consultation [...]. L'accord comporte quelques vagues directives pour l'établissement

des tarifs, mais aucune clause n'empêchant leur escalade. Google devra s'entendre sur leur niveau avec le Registre des droits afférents aux livres, qui gèrera les demandes de droits et assurera leur paiement, mais le Registre sera dirigé par les représentants des auteurs et des éditeurs dont le souci sera d'augmenter les tarifs. Quant au public, il n'a tout simplement pas voix au chapitre » (p. 130).

En début de carrière, Robert Darnton avait retracé le versant économique et social de cette folle entreprise que fut la grande *Encyclopédie*. Trente ans plus tard, le voici aux prises avec une autre folle entreprise encyclopédique, aussi riche de promesses que de dangers. Devant les séductions mirobolantes de la numérisation en ligne, comme à son habitude, il « fouille l'envers du décor », débusquant des clauses inscrites dans la langue byzantine des contrats secrets. Il a riposté avec les armes dont dispose le citoyen de la république des lettres : la mobilisation de l'espace public et l'appel à la loi. Parviendra-t-il, comme David maniant la fronde, à faire plier le Goliath de la technologie en ligne, le géant financier de numérisation ? Ce livre, écrit d'une plume alerte et pressante, est un appel aux lecteurs : il montre ce qui se joue pour l'avenir des bibliothèques, « dont l'unique fonction est de préserver et diffuser le savoir ». Il faut le lire pour saisir précisément quel piège recèle la facilité des consultations en ligne. Il faut le lire pour comprendre pourquoi les textes fournis gratuitement par les bibliothèques doivent « devenir juridiquement propriété publique ».

Anne-Marie Chartier

École normale supérieure de Lyon, Institut français de l'Éducation

BIBLIOGRAPHIE

- DARNTON R. (1982). *L'aventure de l'Encyclopédie. Un best-seller au siècle des Lumières*. Paris : Perrin.
- DARNTON R. (1983). *Bohème littéraire et Révolution. Le monde des livres au XVIII^e siècle*. Paris : Gallimard ; Éd. du Seuil.
- DARNTON R. (1991). *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*. Paris : Gallimard.
- DARNTON R. (1992). *Gens de lettres, gens du livre*. Paris : Odile Jacob.
- DARNTON R. (2010). *Le Diable dans un bénitier. L'art de la calomnie en France, 1650-1800*. Paris : Gallimard.

DUBET F., DURU-BELLAT M. & VÉRÉTOUT A. (2010). *Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*. Paris : Éd. du Seuil, 212 pages.

Comme François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Véré tout le soulignent, on attend aujourd'hui beaucoup de

l'école, alors même que certains politiques semblent avoir renoncé à réduire les inégalités sociales et que la concurrence scolaire se durcit de manière à préparer les élèves à occuper les positions les plus en vue, voire simplement un emploi décent. Souvent, l'école est à la fois perçue comme une solution individuelle et comme un vecteur collectif d'élévation, un « devoir de salut », comme l'appellent les auteurs, même si beaucoup semblent se résigner à une relative impuissance face aux inégalités de la société elle-même.

Il est clair [...] que les diplômes sont utiles à chacun de nous pour avoir un emploi et pour être mieux payé. Il est donc difficile de ne pas croire aux vertus du développement continu de l'éducation scolaire ; d'ailleurs les dirigeants qui en appellent « à la société de la connaissance » et les organisations syndicales qui réclament plus de moyens pour l'éducation partagent tous cette confiance dans l'école (p. 8).

C'est ce qu'affirment d'entrée de jeu les trois auteurs, même si Marie Duru-Bellat n'avait pas manqué de surprendre avec l'un de ses précédents ouvrages¹, particulièrement critique par rapport à cette conviction très répandue que l'élévation globale du niveau des études conduit nécessairement à une élévation du niveau de vie, conformément aux idées sous-tendant la théorie du capital humain. Son livre montrera bien que ce qui est vrai à un niveau individuel ne l'est pourtant pas nécessairement au niveau de la société dans son ensemble.

L'ouvrage de F. Dubet, M. Duru-Bellat et A. Véré tout ne se propose pas seulement de « critiquer cette conviction commune, mais de regarder si elle vaut partout et toujours en comparant les systèmes scolaires entre eux et les sociétés entre elles afin de savoir dans quelles conditions il est réaliste et sage d'attendre autant du développement des systèmes scolaires » (p. 8). Pour le dire autrement, à travers une approche comparative, les auteurs envisagent comment les systèmes éducatifs peuvent se montrer plus ou moins capables de produire équitablement une élévation des compétences qui correspondrait à une amélioration globale de la situation de chacun au sein de la société, mais ils considèrent aussi les rapports qui peuvent exister entre le caractère plus ou moins équitable des systèmes éducatifs et celui des sociétés qui les portent. Il ne s'agit pas, pour les auteurs, de croire soit à la toute-puissance de l'école comme levier de changement social (volontarisme scolaire), avec le risque de surresponsabiliser les « vaincus » de l'école, soit à l'incapacité totale de celle-ci face à la société qui la déterminerait entièrement et en limiterait toutes les ambitions (reproduction mécanique).

Le parti pris de départ est d'admettre qu'il peut exister des sociétés relativement moins équitables que d'autres, alors qu'elles entretiennent des systèmes éducatifs qui sont, pour leur part, bien plus justes, et inversement. C'est ainsi que les auteurs mettent par exemple en évidence que « l'Allemagne